

Les hauts et les bas du politique par le bas

L*E politique par le bas en Afrique noire* n'est pas un livre entièrement nouveau, mais la restitution d'un itinéraire intellectuel que les trois co-auteurs, J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor, ont effectué, avec quelques comparses, au cours des dix dernières années. Il s'agit en effet d'un recueil de huit articles publiés entre 1981 et 1990 dans *Politique africaine* et dans la *Revue française de science politique*, recueil précédé d'une brève introduction par J.-F. Bayart, seul élément inédit de l'ensemble (1). Une telle entreprise est utile et elle justifie, car elle nous permet de marquer un temps d'arrêt, de dresser un bilan de l'aventure intellectuelle qui a préoccupé un certain nombre d'africanistes francophones depuis que le premier numéro de *Politique africaine* en a donné le signal de départ. Le politique par le bas à indiscutablement mobilisé, dans le domaine théorique, quelques-uns des esprits les plus brillants se penchant aujourd'hui sur les destinées du continent africain, et il a indiqué des pistes fructueuses sur le plan de la recherche pratique, comme le montrent les contributions d'A. Mbembe et de C. Toulabor reprises dans ce recueil. Je n'ai nullement l'inten-

tion, dans ce compte rendu, de masquer ces côtés positifs de l'œuvre commune d'une équipe dont je fais d'ailleurs partie. Cependant, au lieu de jouer les griots du prince, je voudrais plutôt, en tant qu'africaniste de base, apporter quelques réflexions critiques qui ne portent pas sur l'interprétation de la parole d'un Foucault ou d'un Gramsci, mais qui partent de considérations plus terre à terre.

Un discours parfois hermétique

Foucault, Gramsci, parlons-en justement ! L'une des choses que je reprocherais le plus aux « politistes par le bas », c'est d'user et d'abuser d'un langage hermétique et codé, inaccessible au profane, pratique qui me choque d'autant plus que nos auteurs prétendent rendre compte de ce que font ou pensent, en politique, ceux d'en bas. Sincèrement, la glose d'un Foucault, d'un de Certeau, auteurs abondamment cités, surtout par J.-F. Bayart, dépasse l'entendement des « travailleurs » chers à Georges Marchais, et nos trois auteurs font peu d'efforts pour expliquer leurs théoriciens préférés à la classe ouvrière.

Est-ce vraiment nécessaire ? Je ne le pense pas, et nos auteurs en apportent d'ailleurs la preuve, ou du moins l'un d'entre eux, car il convient de nuancer. Les deux con-

1. J.-F. Bayart, A. Mbembe, C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire : contributions à une problématique de la démocratie*, Karthala, Paris, 1992.

tributions de C. Toulabor sur le politique par le bas au Togo font en effet exception : elles sont tout à fait compréhensibles pour un bachelier français et, j'espère, togolais. On peut donc faire le politique par le bas avec des mots simples, mais ce n'est pas souvent le cas de J.-F. Bayart, qui a cependant l'excuse d'être le théoricien de la bande et qui se situe par là en permanence à un niveau où l'on n'a pas l'habitude (surtout en France) de faire facile. L'excuse vaut moins pour A. Mbembe quand il analyse (chapitre 5) le discours nationaliste au Cameroun avec des mots dont certains, j'ai l'impression, ne se trouvent même pas dans le dictionnaire. A. Mbembe s'enivre souvent de sa propre parole où, pour utiliser son langage à lui, l'énoncé du discours scientifique de l'auteur, loin de s'affirmer comme hégémonique, est parasité, voire phagocyté par un message « poétisant » sous-jacent, dérive qui n'en facilite pas la compréhension, le rend parfois opaque et en occulte le sens primordial (mes excuses pour cette pastiche maladroit ; A. Mbembe lui-même fait beaucoup mieux dans le genre). Bref, je pense que l'on pourrait dire la même chose de façon beaucoup plus brève et accessible, et je me sens renforcé dans cette opinion par A. Mbembe lui-même : sa deuxième contribution, sur la lutte d'indépendance au Cameroun, est d'une toute autre veine, et l'on se met à regretter d'autant plus que l'auteur ne prenne pas plus souvent la peine de penser un peu aux autres, moins doués que lui sur le plan du vocabulaire et des concepts.

L'intendance n'a pa suivi

Ayant passé ma mauvaise humeur quant à la forme de l'entreprise « politique par le bas », je propose de passer maintenant aux choses sérieuses, c'est-à-dire au contenu. Ici, mes réflexions ne portent pas uniquement sur le livre particulier qui se trouve aujourd'hui devant nous, mais surtout sur son suivi, ou plutôt son absence de suivi. Contrairement à ce que l'on pouvait espérer en 1981, quand J.-F. Bayart a publié son premier « manifeste » sur le politique par le bas, son appel n'a pas suscité beaucoup de vocations, et plus particulièrement dans le domaine de la recherche sur le terrain. L'appellation (contrôlée ?) MPAP (Modes populaires d'action politique), par exemple, n'a guère été reprise par d'autres auteurs et n'a pas donné lieu à des avancées théoriques importantes. Faut-il en conclure qu'il ne s'agit que d'un gadget, un sigle nouveau pour désigner des phénomènes connus depuis longtemps ? Jusqu'à preuve du contraire, j'ai tendance à le penser. Quant à l'idée, à mon avis plus fructueuse, du politique par le bas, elle n'a pas non plus donné lieu à une avalanche d'études nouvelles et originales (les contributions d'A. Mbembe et de C. Toulabor incluses dans le volume représentent des exceptions honorables et d'autant plus méritoires). On le constate, par exemple, en épluchant les notes en bas des pages de l'introduction de J.-F. Bayart où l'on est surpris, et déçu, par le peu de références à des ouvrages africanistes se situant dans la mouvance du politique par le bas parus depuis 1985. J.-F. Bayart reconnaît d'ailleurs lui-même, au détour d'une phrase, que « les performances de *Politique africaine* en

la matière ont pu décevoir » (p. 15), constatation que je partage entièrement.

Pourquoi cette absence de suivi ? Je vois plusieurs raisons dont certaines ne mettent nullement en doute le sérieux et l'utilité en soi du paradigme du politique par le bas. D'abord, ce n'est pas facile de faire des recherches sur le terrain dans ce domaine (A. Mbembe ne me contredira certainement pas. On se heurte, par exemple, à la méfiance de ceux d'en haut, qui détiennent la clef des autorisations de recherche et qui ont du mal à accepter que le chercheur s'occupe de sujets tabous que le pouvoir a tout intérêt à vouloir occulter (cas de la lutte de l'UPC au Cameroun). La méfiance peut d'ailleurs aussi bien venir de ceux d'en bas qui agissent souvent dans la clandestinité et qui n'ont point besoin d'étrangers trop curieux. En certains cas, le terrain peut même être littéralement miné, là où ceux d'en bas se livrent à la contestation par les armes et où le chercheur peut être fauché par une balle perdue. J'ai moi-même été sollicité à plusieurs reprises par des dirigeants du Frolinat pour accompagner leurs combattants sur le terrain, invitation que j'ai toujours poliment déclinée par manque de courage physique.

Une autre raison joue probablement, du moins pour les gens de ma génération. Ayant débuté dans la recherche sur le politique par le bas pour des raisons en partie « idéologiques (une certaine solidarité à l'égard des mouvements de libération du tiers monde), certains d'entre nous ont progressivement déchanté : la « révolution » que nous cherchions était introuvable, soit parce qu'elle était trahie par ses dirigeants, soit parce que ceux d'en bas se situent eux-mêmes dans le

champ de l'ambiguïté. C. Toulabor montre très bien que la dérision politique au Togo est hautement équivoque par rapport au régime Eyadéma (chapitre 3), alors que les jeunes « conjoncturés » de Lomé se caractérisent avant tout par le « non-passage au politique », c'est-à-dire l'apathie (chapitre 4). De telles déceptions ont pu refroidir l'ardeur d'un certain nombre de chercheurs appartenant déjà à la génération des « aînés », alors que leurs « cadets », plus avertis, n'écoutent plus les chants des sirènes révolutionnaires. Pour résumer : le politique par le bas, ce n'est pas toujours la joie, du moins pour le chercheur.

Un chant du cygne ?

Les raisons évoquées ci-dessus se situent en dehors du champ propre au paradigme du politique par le bas et n'en infirment (ni n'en démontrent) nécessairement le bien-fondé. Y en a-t-il d'autres qui, cette fois-ci, sont internes au champ du paradigme et qui en indiqueraient les limites, l'insuffisance ? A lire J.-F. Bayart, on serait tenté de répondre par l'affirmative. Comme il l'indique dans son introduction, le politique par le bas ne peut pas être pensé de façon isolée, sans lien avec le politique d'en haut et d'ailleurs : « Il est donc inévitable d'accorder une place particulière à l'étude des acteurs et des sites intermédiaires (...). En d'autres termes, la problématique du politique par le bas conduit quasi automatiquement à une problématique de la médiation » (p. 12). Il y a donc chez lui un net changement d'accent, qui ne vient d'ailleurs pas de façon tout à fait inattendu. Dès le début, comme l'ont montré *L'État au Came-*

roun(2), et plus tard *L'État en Afrique* (3), le politique par le bas n'a été pour J.-F. Bayart qu'un chapitre dans une œuvre plus vaste sur le politique tout court, et ce n'est que la négligence de ce chapitre par d'autres chercheurs qui l'a probablement amené à en souligner l'importance. Aujourd'hui, il s'en éloigne de nouveau : la quatrième partie de *Le politique par le bas* s'intitule « Un nouveau débat », titre tout à fait révélateur et qui ne trahit point le contenu des deux derniers chapitres rédigés respectivement par A. Mbembe et par J.-F. Bayart. *Le politique par le bas* y tient en effet peu de place. A. Mbembe y parle de « pouvoir, violence et accumulation », qui ne sont en général guère l'apanage de ceux d'en bas, à l'exception de la violence (et encore, les gouvernants les battent en général à plates coutures, même dans ce domaine), alors que J.-F. Bayart termine son intervention par un sonore « travaillons sur des gouvernementalités » (p. 265), ce qui n'annonce pas non plus un intérêt démesuré et exclusif pour ceux d'en bas.

Chant du cygne, par conséquent ? Abandon, par les pères-fondateurs, du concept du politique

par le bas qui aurait fait son temps ? Il semble bien que oui. Si tel est le cas, je serai tenté de m'écrier : pas si vite, camarades ! Ne jetez pas le bébé avec l'eau de bain ; ne noyez pas le politique par le bas dans un ensemble plus vaste, mais plus amorphe, qui risquerait de nous faire perdre les acquis de votre démarche antérieure. Car des acquis, il y en a, comme le montrent les contributions d'A Mbembe et de C. Toulabor. Même si l'essai est peut-être difficile à transformer pour les raisons évoquées ci-dessus, ce n'est pas une raison pour abandonner la partie. Pour ma part, je persiste à penser que l'étude du politique par le bas a encore sa place dans la recherche africaniste. Des recherches sur le terrain, faites par des Africains (ou éventuellement par des étrangers connaissant bien les langues locales), pourraient nous apprendre encore beaucoup de choses utiles, surtout en cette période de démocratisation. Démocratisation dont le sort ne se joue pas uniquement en milieu « évolué », mais aussi, et surtout peut-être, en brousse et dans les bidonvilles, parmi ceux d'en bas.

R. Buijtenhuijs

(2) J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979.

(3) J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.